

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 40, Partie I, Titre V

Déposée par: M. Ernâni Lopes, M. Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et Suppléant

---

1. La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. ~~L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres.~~
  2. (...)
  3. Les États membres mettent à la disposition de l'Union, pour la mise en oeuvre de la politique de sécurité et de défense commune des capacités civiles et militaires pour contribuer aux objectifs définis par le Conseil. Les États membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent également mettre ces forces à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.  
Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Une Agence européenne de l'armement, de la recherche et des capacités militaires est instituée pour identifier les besoins opérationnels, ~~promouvoir des mesures pour les satisfaire~~, contribuer à identifier et, le cas échéant, ~~mettre en œuvre toutes mesure utile pour~~ renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, ~~participer à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement~~, ainsi que pour assister le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires.
  4. (...)
  5. (...)
  6. Les États membres qui remplissent des critères de capacités militaires élevés et qui ont souscrits entre eux des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeants, établissent une coopération structurée dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par des dispositions de l'article 20 de la Partie II, Titre B de la Constitution.
  7. ~~Tant que le Conseil européen n'a pas statué conformément au paragraphe 2 du présent article, une coopération plus étroite est instaurée, dans le cadre de l'Union, en matière de défense mutuelle. Au titre de cette coopération, au cas où l'un des États participant à cette coopération serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États participants lui portent, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. Les modalités de participation et de fonctionnement, ainsi que les procédures de décisions propres à cette coopération figurent à l'article 21 de la Partie II, Titre B de la Constitution.~~
  8. (...)
- 

#### Explication:

**n.1 – Par rapport à l'article 39, n. 4, il nous semble que les moyens de l'Union doivent aussi être à la disposition de la PESD. Donc, il n'est pas nécessaire d'en faire une référence puisque la PESD est partie intégrante de la PESC.**

**n. 3 – L'Agence européenne d'armement devra, dans un premier temps, se centrer sur l'évaluation des capacités militaires des États membres et se constituer comme une structure**

**pas contraignante.**

**n. 6 – L’expression « élevés » n’est pas dotée d’un sens déterminé.**

**n.7 – Nous proposons de supprimer ce numéro. En effet, il ignore le différent statut des États membres, crée une coopération renforcée à laquelle quelques uns ne pourront pas se rejoindre, et duplique des engagements pris par certains pays à d’autres enceintes.**